



Institut suisse de droit comparé
Schweizerisches Institut für Rechtsvergleichung
Istituto svizzero di diritto comparato
Swiss Institute of Comparative Law

E-SDC

ETUDES SUISSES DE DROIT COMPARÉ

n° 4
mai 2006

Editeur: Eleanor Cashin Ritaine

17 mai 2006

L'abattage rituel et le droit suisse

Sami Aldeeb

Responsable du droit arabe et musulman ISDC

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur.

Remarque

Ce document a été rédigé à l'intention du Sénat belge et présenté aux Commissions des finances et des affaires économiques et sociales lors de la séance du 25 janvier 2006.

Il est basé sur l'article de Sami Aldeeb: Faux débat sur l'abattage rituel en Occident: ignorance des normes juives et musulmans, cas de la Suisse, *Revue de droit suisse*, 2003, pp. 247-267 que nous rattachons avec l'autorisation de la revue.

(<http://isdc.ch/d2wfiles/document/4447/4017/0/abattage%20rituel%20RDS.pdf>).

Il est suivi de l'avis de droit sur l'étourdissement des animaux avant leur abattage, du 21 décembre 2001, établi par l'Institut suisse de droit comparé à l'intention de la Société vaudoise pour la protection des animaux.

(<http://isdc.ch/d2wfiles/document/4446/4017/0/abattage%20rituel%20avis%20de%20droit.pdf>)

1. Remarques préliminaires

Pour qu'une viande soit licite (*casher* pour les juifs, et *halal* pour les musulmans), elle doit remplir plusieurs conditions. Certains animaux sont interdits. Ceux licites, exception faite des poissons, doivent être saignés, d'une manière particulière par une personne appartenant à une religion particulière. Enfin, certaines parties de l'animal ne peuvent pas être consommées. Le débat en Occident se cristallise cependant autour de «l'abattage sans étourdissement préalable». La question qui se pose est la suivante: «Existe-t-il des normes juives ou musulmanes qui interdisent d'étourdir l'animal avant de le saigner, normes à respecter par le législateur au nom de la liberté religieuse?» Avant de répondre à cette question, nous esquissons le débat en Suisse.¹

¹ Nous nous limitons dans les notes à quelques références essentielles. Pour plus de références et de détails, voir Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh: Faux débat sur

2. Le débat en Suisse

A) Normes suisses

Le 20 août 1893 fut adopté² en Suisse l'article constitutionnel 25bis qui énonce: «Il est expressément interdit de saigner les animaux de boucherie sans les avoir étourdis préalablement.»

Cet article a été remplacé le 2 décembre 1973 par un nouveau texte qui donne à la Confédération la compétence générale de légiférer sur la protection des animaux. L'interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable a été maintenue, provisoirement, par l'article 12 des dispositions transitoires de la Constitution, qui énonce: «Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi d'application de l'article 25bis, il est expressément interdit de saigner les animaux de boucherie sans les avoir étourdis préalablement; cette disposition s'applique à tout mode d'abattage et à toute espèce de bétail.»

L'interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable fut maintenue par la loi sur la protection des animaux du 9 mars 1978, exception faite pour la volaille. Elle fut réaffirmée par l'ordonnance du 27 mai 1981, ordonnance modifiée le 14 mai 1997.

La Convention européenne sur la protection des animaux d'abattage de 1979, entrée en vigueur pour la Suisse le 4 mai 1994, n'a pas pu interdire l'abattage sans étourdissement préalable et a laissé à chaque Etat contractant le droit de déroger à cette interdiction.

l'abattage rituel en Occident: ignorance des normes juives et musulmanes, cas de la Suisse, *Revue de droit suisse*, 2003, pp. 247-267, et l'avis sur l'étourdissement des animaux avant leur abattage, du 21 décembre 2001, établi par l'Institut suisse de droit comparé à l'intention de la Société vaudoise pour la protection des animaux (<http://www.svpa.ch/images/magazine/avideddroit.doc>)

² Arrêté fédéral du 22 décembre 1893, in: Recueil officiel, vol. XIII, 1894, p. 1015-1018.

B) Débat de fond en Suisse

Dans son message [travaux préparatoires] de 1972 relatif à la modification de l'article 25bis, le Conseil fédéral explique les divergences apparues lors des débats concernant l'abattage sans étourdissement préalable:

Les organisations protectrices des animaux et, avec elles, de larges milieux de la population exigent l'interdiction de saigner les animaux de toutes espèces sans qu'ils aient été préalablement étourdis. On veut ainsi épargner aux animaux, dont l'abattage est nécessaire à l'alimentation de la population, des souffrances pour le moins inutiles. En revanche, les prescriptions de la religion juive (d'ailleurs aussi celles de la religion islamique) interdisent d'étourdir les animaux avant la saignée, qui s'opère par incision des parties molles du cou de l'animal (égorgement). Dans les milieux qui s'occupent de la protection des animaux, cette manière d'abattre a de tout temps été ressentie comme particulièrement cruelle.³

Répondant à l'argument de la liberté religieuse, le Message fédéral de 1977 concernant la loi sur la protection des animaux du 9 mars 1978, précise:

Nous convenons que cette interdiction comporte une certaine restriction à la liberté de croyance, d'opinion et de culte d'une minorité religieuse. Or, tout droit à la liberté est soumis aux limites imposées par la Constitution et la loi et il en va ainsi de la liberté de croyance, d'opinion et de culte [...]. Les débats au Parlement et l'issue du vote populaire concernant l'article constitutionnel sur la protection des animaux ne laissent subsister aucun doute quant au fait que les méthodes pour les abattages rituels utilisées jusqu'à présent constituent, pour le moins aux yeux de larges milieux de la population, une atteinte aux principes régissant la protection des animaux. Elles doivent donc être interdites.⁴

La doctrine en Suisse a soutenu généralement l'idée que l'interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable est une atteinte à la liberté religieuse des juifs et des musulmans, dont les normes exigeraient, d'après eux, que l'animal ne soit pas étourdi avant d'être saigné (p. ex.: Favre⁵, Kälin⁶ et Fleiner⁷).

³ Feuille fédérale 1972 II 1479.

⁴ Feuille fédérale 1977 I 1108-1109.

⁵ Favre, Antoine: Droit constitutionnel suisse, Editions universitaires, Fribourg, 2^{ème} édition, 1970, p. 284.

⁶ Kälin, Walter: Grundrechte im Kulturkonflikt, Freiheit und Gleichheit in der Einwanderungsgesellschaft, Zurich, 2000, p. 192 ss.

⁷ Fleiner, Thomas: Article 25bis, in: Commentaire de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du

Certains y voient une manifestation d'antisémitisme (p. ex.: Aubert⁸ et Krauthammer⁹).

C) Avant-Projet avorté du 21 septembre 2001 et la nouvelle loi de 2005

Le Conseil fédéral a remis en question l'interdiction d'abattre les animaux sans étourdissement préalable dans l'avant-projet de loi sur la protection des animaux soumis à la consultation le 21 septembre 2001. L'alinéa 4 de l'article 19 de cet avant-projet dispose:

L'abattage de mammifères sans étourdissement avant la saignée ne peut être effectué qu'avec l'autorisation de l'autorité compétente et dans des abattoirs autorisés, titulaires de l'autorisation prescrite à l'article 16 de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels. Cet abattage est autorisé pour répondre aux besoins des communautés religieuses dont les règles contraignantes prescrivent l'abattage sans étourdissement ou interdisent la consommation de viande issue d'animaux qui ont été étourdis avant la saignée.¹⁰

Le Rapport explicatif de l'avant-projet précise que l'interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable

est considérée par certains comme une limitation disproportionnée de la liberté de conscience et de croyance garantie à l'article 15 de la Constitution. Le Conseil fédéral partage ce point de vue. Il estime que l'intérêt public consistant à protéger les animaux de boucherie des douleurs et des maux n'est pas suffisant pour maintenir l'interdiction en vigueur en Suisse depuis 1893.¹¹

L'avant-projet du Conseil fédéral a suscité une vive opposition, notamment de la part de l'Office vétérinaire fédéral, de la Société des vétérinaires suisses, de l'Union suisse des maîtres-bouchers et des associations pour la protection des animaux. Face à ces réactions défavorables, le Conseil fédéral a décidé de modifier son avant-projet, maintenant l'inter-

29 mai 1874, Helbing et Liechtenhahn, Bâle, état: 1989, par. 16, 19 et 21.

⁸ Aubert, Jean-François: Traité de droit constitutionnel suisse, Editions idées et calendes, Neuchâtel, 1967, vol. 2, par. 2067.

⁹ Krauthammer, Pascal: Das Schächtverbot in der Schweiz 1854-2000, Die Schächtfrage zwischen Tierschutz, Politik und Fremdenfeindlichkeit, Schulthess, Zurich, 2000, p. 274.

¹⁰ Texte de l'avant-projet dans:

<http://www.bvet.admin.ch/tierschutz/00701/?lang=fr>

¹¹ Révision de la loi sur la protection des animaux: rapport explicatif de l'avant-projet, 21.9.2001, p. 7. Texte du rapport dans: <http://www.bvet.admin.ch/tierschutz/00701/?lang=fr>

diction de l'abattage avant étourdissement préalable. Dans un communiqué de presse du 13 mars 2002, il dit y avoir renoncé «dans l'intérêt de la paix confessionnelle», soulignant le fait que «les résultats de la consultation indiquent qu'une grande majorité des cantons et des organisations consultées refusent cette dérogation». ¹² L'article 21 de la loi fédérale sur la protection des animaux adoptée par le Parlement le 16 décembre 2005 dispose désormais:

- 1) Les mammifères ne peuvent être abattus que s'ils sont étourdis avant d'être saignés.
- 2) Le Conseil fédéral peut prescrire l'étourdissement pour l'abattage d'autres animaux.
- 3) Le Conseil fédéral spécifie les méthodes d'étourdissement autorisées.
- 4) Le Conseil fédéral fixe, après avoir consulté les organisations professionnelles, les exigences auxquelles doivent satisfaire la formation et la formation continue du personnel des abattoirs. ¹³

Le délai référendaire court jusqu'au 20 avril 2006. Le Conseil fédéral fixe l'entrée en vigueur (ensemble avec l'ordonnance sur la protection des animaux, probablement pas avant 2007).

D) Remise en question du postulat de base

L'ancienne et la nouvelle position du Conseil fédéral, ainsi que la position de la doctrine juridique suisse qui considère l'interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable comme contraire à la liberté religieuse ou comme manifestation de racisme, partent du postulat que les normes juives et musulmanes interdisent l'étourdissement des animaux avant de les saigner. Mais aucune source n'est avancée à l'appui de ce postulat.

La question qui se pose est donc la suivante: est-il exact que les juifs et les musulmans ont des règles religieuses contraignantes qui prescrivent l'abattage sans étourdissement ou interdisent la consommation de viande issue d'animaux qui ont été étourdis avant la saignée? Cette question a été posée à l'Institut suisse de droit comparé par l'Office vétérinaire fédéral ainsi que par la Société vaudoise pour la protection des animaux. Après un examen des sources juives et musulmanes, l'Institut a répondu par la négative dans ses avis 01-150 et 01-162 (respectivement du 18 et du 19 décembre 2001). Il a conclu:

La Suisse, en exigeant l'étourdissement des animaux avant l'abattage, ne heurte pas des normes religieuses juives ou musulmanes si l'étourdis-

sement ne provoque pas la mort de l'animal (pour les juifs et les musulmans) et ne le blesse pas (pour les juifs).

Cet avis a certainement contribué à la modification de l'avant-projet fédéral, en invalidant le postulat sur lequel il se basait. Les arguments avancés par l'Institut sont indiqués dans le point suivant.

3. L'abattage rituel en droit juif et musulman

A) Absence de normes contraignantes en droit juif et musulman

Le droit juif a deux sources: la Bible et le Talmud. Le droit musulman a aussi deux sources: le Coran et la Sunnah (tradition) de Mahomet. Ces sources ne comportent pas de règles contraignantes qui prescrivent l'abattage sans étourdissement ou interdisent la consommation de viande issue d'animaux qui ont été étourdis avant la saignée. Cela s'explique par le fait que l'étourdissement est un procédé tardif lié à l'évolution des mœurs, notamment en ce qui concerne le respect dû à l'animal et au souci de ne pas lui causer une souffrance inutile. Les autorités religieuses juives et musulmanes discutent cependant de l'étourdissement à partir de trois normes indirectes, à savoir:

- l'interdiction de consommer du sang;
- l'interdiction de manger de la viande d'un animal mort ou déchiré;
- le respect de l'animal.

B) Interdiction de la consommation du sang

La Bible interdit la consommation du sang (Genèse 9:4; Lévitique 17:12-14 et Deutéronome 12:23-24). Cette interdiction est également prévue par le Nouveau Testament (Actes des apôtres 15:20 et 29) et par le Coran (2:173; 5:3; 6:145 et 16:115). En vertu de cette interdiction, l'animal doit être vidé de son sang après avoir été égorgé. On excepte de cette règle le poisson, lequel ne doit pas être vidé de son sang.

L'interdiction de consommation du sang est un des arguments utilisé par les autorités fédérales dans l'avant-projet pour justifier la levée de l'interdiction de l'abattage sans étourdissement. Si en effet l'étourdissement de l'animal empêche l'écoulement du sang, on peut considérer l'étourdissement comme contraire aux normes religieuses juives et musulmanes. Mais ceci n'est pas démontré. Le Docteur Samuel Debrot soutient même le contraire. ¹⁴

¹² <http://www.evd.admin.ch/evd/news/02188/index.html?lang=fr>. Voir le Rapport sur les résultats de la procédure de consultation relative à l'avant-projet de la révision de la loi sur la protection des animaux dans: <http://www.bvet.admin.ch/tierschutz/00701/?lang=fr>.

¹³ Texte de la loi dans: <http://www.parlament.ch/f/se-schlussabstimmung-02-092.pdf>

¹⁴ Debrot, Samuel: L'opinion d'un directeur d'abattoir, in: Das sogenannte Schächtverbot, Schriftenreihe des Schweizerischen Tierschutzverbandes, no 6, Bâle,

C) Interdiction de la consommation de la viande d'un animal mort ou déchiré

La Bible interdit de manger de la viande de bête morte, déchirée par un fauve ou avariée (Exode 22:30; Deutéronome 14:21; Lévitique 17:15-16; Lévitique 22:8; Ézéchiel 4:14). Pour les juifs, l'animal doit être vivant lorsqu'il est saigné. En plus, il faut qu'il ne soit pas blessé. Et c'est de ces deux exigences, que les milieux juifs opposés à l'étourdissement tirent leurs arguments. Pour cette raison, le Rabbin Levinger, autorité en la matière, écarte la possibilité de recourir à l'anesthésie chimique qui affecte la qualité de la viande et la rend dangereuse, ainsi que l'utilisation du dioxyde de carbone qui pourrait provoquer l'étouffement de l'animal.¹⁵ En ce qui concerne l'étourdissement par électronarcose, il ne le rejette pas en soi, mais doute qu'il puisse être pratiqué en boucherie sans provoquer la mort de l'animal. Il avance aussi le fait que l'électronarcose pourrait être dangereuse en raison de l'utilisation de l'eau dans les abattoirs.¹⁶ De même, il craint que l'étourdissement de l'animal ne l'expose à la blessure, ce qui rend sa viande inconsommable.¹⁷ Comme on peut le constater, son opposition à l'étourdissement par électronarcose ne se base pas sur des normes religieuses juives mais sur des considérations pratiques.

L'interdiction de manger de la viande d'un animal mort, prescrite aussi par le Nouveau Testament (Actes des apôtres 15:20 et 29) se retrouve également dans le Coran aux versets susmentionnés (sous B). Le verset 5:3 précise qu'il est interdit de consommer «la chair de la bête étouffée, de la bête tombée sous des coups, de la bête morte d'une chute ou d'un coup de corne, la chair de ce que les fauves ont dévoré – sauf si vous l'avez purifiée». Les légistes musulmans estiment que tant que l'animal donne signe de vie, il peut être saigné et sa viande est à considérer comme licite; en le saignant, on le purifie. Le gibier mort au cours de la chasse est licite même s'il n'a pas été saigné, sauf si l'opportunité de

le saigner s'était présentée, mais n'avait pas été saisie (Coran 5:4). Plusieurs fatwas musulmanes affirment que l'étourdissement de l'animal n'aboutit pas nécessairement à la mort de l'animal.¹⁸ Un auteur musulman va jusqu'à citer le Coran: «Quand le Seigneur se manifesta à la Montagne, Il la mit en miettes et Moïse tomba foudroyé» (7:143). Bien que foudroyé, Moïse n'en est pas mort. Si donc l'étourdissement de l'animal n'aboutit pas à sa mort avant qu'il ne soit saigné, il est licite du point de vue du droit musulman.¹⁹ Des sources musulmanes évoquent l'expérience de la Nouvelle-Zélande, grand exportateur de viande *halal* vers les pays musulmans. Le *National Animal Welfare Advisory Committee* indique que, malgré la possibilité d'obtenir une dispense au nom de la liberté religieuse, les musulmans de ce pays ont accepté le recours à l'électronarcose par la tête (*head-only electrical stun*) qui rend l'animal temporairement inconscient. Cette méthode fut développée par ce pays dans les années 1980. L'animal électrocuté ne sent pas la souffrance ou le stress avant d'être saigné, et s'il est laissé non-saigné il se rétablit complètement.²⁰

D) Respect de l'animal

La consommation de la viande implique la mise à mort de l'animal dont elle provient. Si toute mort est cruelle, cette cruauté peut avoir différents degrés et il convient de réduire cette cruauté au minimum et de ne pas faire souffrir l'animal inutilement. Or, juifs et musulmans sont d'accord pour affirmer que l'animal ne doit pas être exposé à des souffrances inutiles.

Les autorités religieuses juives opposées à l'étourdissement de l'animal estiment que la méthode juive d'abattre les animaux est plus appropriée pour réduire la souffrance de l'animal, et que l'étourdissement ne provoquerait qu'une souffrance inutile supplémentaire.²¹ Ce point de vue juif est loin d'être partagé par les différentes sociétés de protection des animaux²², la Société des vétérinaires suisses²³,

1971, p. 20-21. La Fondation Brigitte Bardot dit que «la viande d'un animal vidé de son sang et préalablement anesthésié contient autant de sang que celle d'un animal égorgé sans anesthésie» (http://www.fondationbrigittebardot.fr/fr/journal/10_9/8/10_3.html).

¹⁵ Levinger, Israel Meir: *Schechita im Lichte des Jahres 2000*, Zentralrat der Juden in Deutschland, Bonn-Bad Godesberg, und Machon Maskil L'David, Jerusalem, 1996, p. 133-135.

¹⁶ Ibid., p. 139, 140 et 142.

¹⁷ Ibid., p. 142; Levinger, Israel Meir: *Die Jüdische Schlachtmethode*, in: *Schächten, Religionsfreiheit und Tierschutz*, herausgegeben von Richard Potz, Brigitte Schinkele und Wolfgang Wieshaider, Plöchl, Freistadt; Kovar, Elging, 2001, p. 2-3.

¹⁸ Voir ces fatwas et les références dans Aldeeb Abu-Sahlieh: *Faux débat*, op. cit. p. 258-261.

¹⁹ Abd-al-Hadi, Abu-Sari Muhammad: *Ahkam al-at'imah wal-dhaba'ih fi al-fiqh al-islami*, Dar al-jil, Beyrouth; *Maktabat al-turath al-islami*, le Caire, 2^{ème} édition, 1986, p. 216-217.

²⁰ Discussion paper on the animal welfare standards to apply when animals are commercially slaughtered in accordance with the religious requirements, Wellington, avril 2001, p. 13, par. 7.2. in: <http://www.maf.govt.nz/biosecurity/animal-welfare/nawac/papers/religious-requirements.pdf>.

²¹ Levinger: *Schechita im Lichte des Jahres 2000*, op. cit., p. 134. et 142-143.

²² Voir par exemple la lettre de Bernard Lavrie, secrétaire de la Coordination intercommunautaire contre

l'Union suisse des maîtres-bouchers²⁴, le Conseil fédéral, l'Office fédéral vétérinaire²⁵ et les législateurs des pays occidentaux qui imposent l'étourdissement des animaux avant la saignée pour réduire la souffrance de l'animal. Les autorités religieuses musulmanes favorables à l'étourdissement admettent que celui-ci réduit la souffrance de l'animal et, de ce fait, il répond à l'injonction de Mahomet: «Dieu a prescrit la bonté en toute chose. Si vous tuez, faites-le avec bonté, et si vous saignez un animal, faites-le avec bonté». C'est la raison pour laquelle ces autorités ne s'opposent pas à l'étourdissement de l'animal à condition qu'il ne provoque pas la mort de celui-ci avant d'être saigné.

4. Respect des convictions des juifs et des musulmans et ... des autres

Comme indiqué sous le chiffre 2.b, les professeurs de droit et le Conseil fédéral invoquent le respect de la liberté religieuse des minorités juive et musulmane en faveur de la levée de l'interdiction de l'étourdissement malgré l'absence de règles religieuses contraignantes qui s'opposent à un tel étourdissement. Il est cependant un aspect dont il faut tenir compte également, celui de la liberté de conviction des adversaires de l'abattage sans étourdissement.

Il faut en effet savoir que les juifs abattent plus d'animaux qu'ils ne consomment de viande.²⁶ Ceci pour deux raisons: d'une part, les animaux saignés peuvent être déclarés comme non *casher* après avoir été abattus; d'autre part, les juifs ne mangent pas la partie inférieure, en raison de l'interdiction de consommer le nerf sciatique (Genèse 32:33), qui est difficile et coûteux à enlever entièrement. La viande des animaux abattus sans étourdissement, et classifiée comme inconsommable par les juifs, est vendue sur le marché, généralement sans indication.²⁷ Or, si

les professeurs de droit et le Conseil fédéral ont le souci de respecter les convictions religieuses des minorités juive ou musulmane (malgré l'absence de règles religieuses contraignantes), il est tout aussi important de respecter les convictions de ceux qui refusent l'abattage sans étourdissement et qui réclament que les emballages indiquent la manière dont l'animal a été abattu.

l'antisémitisme et la diffamation, qui cite le rabbin Levinger et la réponse à cette lettre in *Acusa*, 1998, 1: www.acusa.ch/an1998-1/01-lutte.html. Voir aussi Massacres sans anesthésie, in:

<http://www.ragecoeur.itgo.com/rituel3.html>;

Abattages rituels autorisés, in:

<http://www.svpa.ch/evenements.html>

²³ La Société des Vétérinaires Suisses ne veut pas d'une autorisation de l'abattage rituel, in:

http://www.gstsvs.ch/cug/gst_vet/index.nsf?Open

²⁴ Union suisse des maîtres-bouchers, 28.9.2001, in:

<http://www.qualiteduboucher.ch/pages/francais/polit.htm#p151>

²⁵ Office vétérinaire fédéral: Informations de base sur l'abattage rituel, 20.9.2001, par. 5.

²⁶ Loc. cit.

²⁷ Gellatley, Juliet: Going for the Kill: A Viva! report on religious (ritual) slaughter: Do supermarket chains sell religiously slaughtered meat? in:

<http://www.viva.org.uk/Viva!%20Campaigns/Slaughter/goingforthekill3.htm#Stunning%20Abroad>;

Voir aussi Hartinger, Werner: Das betäubungslose Schächten der Tiere in unserer Zeit, Conférence du 8 septembre 2000, Berlin, in:

<http://www.vgt.ch/news/000926.htm>.

Rituele slachtingen en Zwitsers recht

Sami Aldeeb

Verantwoordelijke voor Arabisch en Islamitisch recht

Vertaling uit het Frans door Bart Volders

Wetenschappelijk medewerker

De inhoud van deze bijdrage verbindt enkel de auteur.

Opmerking

Deze bijdrage werd opgesteld ten behoeve van de Belgische Senaat en werd voorgesteld aan de Commissies Financiën en Economische en Sociale Zaken tijdens de zitting d.d. 25 januari 2006.

De tekst is gebaseerd op het artikel van Sami Aldeeb: *Faux débat sur l'abattage rituel en Occident: ignorance des normes juives et musulmans, cas de la Suisse*, *Revue de droit suisse*, 2003, pp. 247-267, dat we in bijlage voegen met de toestemming van de uitgever van het tijdschrift.

(<http://isdc.ch/d2wfiles/document/4447/4017/0/abattage%20rituel%20RDS.pdf>).

Volgens op deze tekst vindt men tevens het advies over de verdooving van slachtdieren voor hun slachting dat werd opgesteld door het Zwitserse Instituut voor Rechtsvergelijking ten behoeve van de Vereniging voor de dierenbescherming van het kanton Vaud.

(<http://isdc.ch/d2wfiles/document/4446/4017/0/abattage%20rituel%20avis%20de%20droit.pdf>)

1. Inleidende opmerkingen

Opdat vlees geschikt zou zijn voor consumptie (*casher* voor de Joden, *halal* voor de Moslims), moet het aan verschillende voorwaarden voldoen. De consumptie van bepaalde diersoorten is bijvoorbeeld verboden. Met uitzondering van vis, moeten de dieren die wél geschikt zijn voor consumptie, bovendien op een specifieke wijze worden geslacht door een persoon die behoort tot een welbepaalde geloofsovertuiging. Ten slotte mogen bepaalde onderdelen van het dier niet worden geconsumeerd. De discussie in het Westen kristalliseert zich hoofdzakelijk rond de «slachting

zonder voorafgaande verdooving». De vraag die daarbij rijst, luidt als volgt: «Bestaan er Joodse religieuze normen of regels uit de Islam die verbieden om een dier te verdoven alvorens het te slachten en die door de wetgever, op grond van de godsdienstvrijheid, moeten worden gerespecteerd?» Vooraleer een antwoord te geven op deze vraag, schetsen we kort het debat in Zwitserland.¹

2. Het debat in Zwitserland

A) Zwitserse wetsbepalingen

Op 20 augustus 1893² werd in Zwitserland artikel 25bis van de Grondwet ingevoerd, dat luidt: «Het is uitdrukkelijk verboden om slachtvee te slachten zonder het eerst te hebben verdoofd».

Dit artikel werd op 2 december 1973 vervangen door een nieuwe wetsbepaling, die de Confederatie de bevoegdheid verleende om wetgeving uit te vaardigen op het gebied van de dierenbescherming. Het verbod om slachtvee zonder voorafgaande verdooving te slachten, werd tijdelijk behouden in artikel 12 van de overgangsbepalingen van de

¹ Wij beperken ons in deze bijdrage tot de voornaamste verwijzingen. Voor verdere verwijzingen en details, zie Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh: *Faux débat sur l'abattage rituel en Occident: ignorance des normes juives et musulmans, cas de la Suisse*, *Revue de droit suisse*, 2003, pp. 247-267, en het advies over de verdooving van slachtdieren voor hun slachting, opgesteld door het Zwitserse Instituut voor Rechtsvergelijking ten behoeve van de Vereniging voor de dierenbescherming van het kanton Vaud (beschikbaar op de website: <http://www.svpa.ch/images/magazine/avisdeditroit.doc>)

² Federaal Besluit (Arrêté fédéral) van 22 december 1893, in: *Recueil officiel*, vol. XIII, 1894, p. 1015-1018.

Grondwet, dat luidt: «Tot op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet die uitvoering geeft aan artikel 25bis, is het uitdrukkelijk verboden om slachtvee te slachten zonder het vee eerst te hebben verdoofd; deze wetsbepaling is van toepassing op elke slachtingwijze en voor elk type van slachtvee».

Het verbod om dieren te slachten zonder voorafgaande verdoving werd gehandhaafd door de Wet op de dierenbescherming van 9 maart 1978, met uitzondering van gevogelte. Het verbod werd eveneens hernomen door de Wet van 27 mei 1981, zoals gewijzigd door de Wet van 14 mei 1997.

Het Europese Verdrag over de bescherming van slachtdieren van 1979, dat in Zwitserland in werking is getreden op 4 mei 1994, heeft het slachten zonder voorafgaande verdoving niet kunnen verbieden en laat elke Verdragssluitende Staat het recht om af te wijken van dit verbod.

B) Debat ten gronde in Zwitserland

In de Memorie van Toelichting uit 1972 met betrekking tot de wijziging van artikel 25bis, licht de Federale Regering (*Conseil fédéral*) de verschillende standpunten toe die aan het licht zijn gekomen tijdens de discussies over het slachten van slachtvee zonder voorafgaande verdoving:

De verenigingen voor de dierenbescherming en, met hen, brede lagen van de bevolking, eisen een verbod op het slachten van eender welke diersoort zónder voorafgaande verdoving. Zij willen hiermee het leed van deze dieren, die ten behoeve van de consumptie worden geslacht, tot een minimum beperken. Voorschriften uit de Joodse geloofsovertuiging (zoals ook deze uit de Islamitische leer trouwens) verbieden echter om dieren voor het slachten te verdoven. Het slachten zelf gebeurt door de keel van het dier over te snijden (kelen). Zulke slachtwijze werd door de verenigingen die de dierenbescherming nastreven, als bijzonder wreed ervaren.³

Antwoordend op het argument van de godsdienstvrijheid, geeft de Memorie van Toelichting uit 1977 bij de Wet op de dierenbescherming van 9 maart 1978 aan dat:

Wij erkennen dat dit verbod een zekere beperking inhoudt van de vrije geloofsovertuiging, de vrije meningsuiting en de vrijheid van eredienst door een religieuze minderheid. Elk recht op vrijheid is echter onderworpen aan de beperkingen opgelegd door de Grondwet en de wet en dit is niet anders voor het recht op vrije geloofsovertuiging, het recht

op vrije meningsuiting en de vrijheid van eredienst. [...] De parlementaire debatten en het resultaat van de volksraadpleging die over het artikel van de Grondwet met betrekking tot de dierenbescherming werden gehouden, laten geen enkele twijfel dat de rituele slachtingmethoden zoals die tot op heden worden uitgevoerd, in de ogen van brede lagen van de bevolking een inbreuk vormen op de geldende regelgeving met betrekking tot de dierenbescherming. Rituele slachtingen moeten om deze reden dan ook worden verboden.⁴

Een meerderheid van Zwitserse rechtsgeleerden oordeelt dat een verbod op het slachten van slachtdieren zónder voorafgaande verdoving, een inbreuk vormt op de vrije geloofsovertuiging van Joden en Moslims, waarvan de regels voorschrijven dat het dier niet mag worden verdoofd voor het slachten (bijvoorbeeld: Favre⁵, Kälin⁶ en Fleiner⁷). Sommigen zien in zulk verbod zelfs een uiting van antisemitisme (bijvoorbeeld: Aubert⁸ en Krauthammer⁹).

C) Mislukt voorontwerp van wet van 21 september 2001 en de nieuwe wet van 2005

De Federale Regering heeft het verbod op het slachten zonder voorafgaande verdoving opnieuw ter discussie gesteld in een voorontwerp van wet op de dierenbescherming, dat op 21 september 2001 ter consultatie werd voorgelegd. Artikel 19, alinea 4 van het voorontwerp luidt:

Het slachten van zoogdieren zonder voorafgaande verdoving is slechts mogelijk mits toelating van de bevoegde overheid en in de daartoe geëigende slachthuizen, die beschikken over de in artikel 16 van de Federale Voedingswarenwet van 9 oktober 1992 voorgeschreven vergunning. Zulke slachting wordt toegestaan om tegemoet te komen aan de behoeftes van bepaalde geloofsgroepen, waarvan de geloofsregels verplichten tot het slachten zonder

⁴ Feuille fédérale 1977 I 1108-1109.

⁵ Favre, Antoine: *Droit constitutionnel suisse*, Éditions universitaires, Fribourg, 2^{ème} édition, 1970, p. 284.

⁶ Kälin, Walter: *Grundrechte im Kulturkonflikt, Freiheit und Gleichheit in der Einwanderungsgesellschaft*, Zurich, 2000, p. 192 ss.

⁷ Fleiner, Thomas: Article 25bis, in: *Commentaire de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 29 mai 1874*, Helbing et Liechtenhahn, Bâle, état: 1989, par. 16, 19 et 21.

⁸ Aubert, Jean-François: *Traité de droit constitutionnel suisse*, Éditions idées et calendes, Neuchâtel, 1967, vol. 2, par. 2067.

⁹ Krauthammer, Pascal: *Das Schächtverbot in der Schweiz 1854-2000, Die Schächtfrage zwischen Tier-schutz, Politik und Fremdenfeindlichkeit*, Schulthess, Zurich, 2000, p. 274.

³ Feuille fédérale 1972 II 1479.

verdooving of de consumptie verbieden van vlees afkomstig van dieren die voor het slachten werden verdoofd.¹⁰

De Memorie van Toelichting bij het voorontwerp preciseert dat het verbod op het slachten zonder voorafgaande verdooving

door sommigen wordt beschouwd als een onevenredige beperking van de vrijheid van overtuiging en geloof zoals voorgeschreven in artikel 15 van de Grondwet. De Federale Regering deelt dit standpunt en oordeelt dat het publieke belang dat er in bestaat om het slachtvee te beschermen tegen onnodig leed, onvoldoende is om het sinds 1893 in Zwitserland geldende verbod te handhaven.¹¹

Het voorontwerp van de Federale Regering stootte op een hevige weerstand, in het bijzonder vanwege het Federale Veterinaire Bureau, de Vereniging van Zwitserse Veeartsen, de Zwitserse Vereniging van Meester-Slagers en van verschillende dierenbeschermingsorganisaties. Naar aanleiding van deze kritische reacties, heeft de Federale Regering besloten om het voorontwerp te wijzigen en het verbod op het slachten zonder voorafgaande verdooving te handhaven. In een persmededeling van 13 maart 2002 gaf de Regering aan dat zij in het belang van de «confessionele vrede» verzaakt aan het voorontwerp, erop wijzend dat «de uitkomst van de raadpleging bewijst dat een grote meerderheid van kantons en aangezochte organisaties tegen een afwijking [van het huidige verbod] gekant zijn».¹² Artikel 21 van de Federale Wet op de dierenbescherming, aangenomen door het Parlement op 16 december 2005, bepaalt voortaan:

- 1) Zoogdieren mogen niet worden geslacht zonder eerst verdoofd te zijn.
- 2) De Federale Regering kan een verdooving bevelen voor het slachten van andere diersoorten.
- 3) De Federale Regering bepaalt de toegestane verdoovingsmethoden.
- 4) De Federale Regering bepaalt, na de beroepsorganisaties te hebben geraadpleegd, de vereisten waaraan

¹⁰ Voor de tekst van het voorontwerp:

<http://www.bvet.admin.ch/tierschutz/00701/?lang=fr>

¹¹ Wijziging van de Wet op de dierenbescherming: toelichting bij het voorontwerp, 21.9.2001, p. 7. De tekst van de toelichting is beschikbaar op de website:

<http://www.bvet.admin.ch/tierschutz/00701/?lang=fr>

¹² <http://www.evd.admin.ch/evd/news/02188/index.html?lang=fr>.

Het rapport dat de resultaten van de raadpleging naar aanleiding van het voorontwerp van wet op de dierenbescherming weergeeft, is beschikbaar op de website: <http://www.bvet.admin.ch/tierschutz/00701/?lang=fr>.

de opleiding en de permanente vorming van het personeel van een slachthuis moet voldoen.¹³

De termijn voor een volksraadpleging loopt tot 20 april 2006. De Federale Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van de nieuwe wet (samen met het uitvoeringsbesluit betreffende de dierenbescherming, treedt de nieuwe wet waarschijnlijk niet voor 2007 in werking).

D) Het uitgangspunt in vraag gesteld

Het oude en het nieuwe standpunt van de Federale Regering en de opvatting van de Zwitserse rechtsgeleerden die een verbod op rituele slachtingen zónder voorafgaande verdooving strijdig achten met de vrije geloofsovertuiging en het verbod op racisme, vertrekken elk vanuit het postulaat dat de Joodse regels en de geloofsregels uit de Islam verbieden om het dier te verdooven vooraleer het te slachten. Er wordt echter geen enkele bron aangegeven die dit uitgangspunt kan staven.

De vraag die rijst, luidt dan ook als volgt: is het correct te stellen dat de Joodse gemeenschap en de Moslimgemeenschap gebonden zijn aan dwingende geloofsregels die het slachten van slachtdieren zonder voorafgaande verdooving verplicht stellen en die de consumptie verbieden van vlees afkomstig van dieren die voor hun slachting werden verdoofd? Deze vraag stelde het Federale Veterinaire Bureau en de Vereniging voor de dierenbescherming van het kanton Vaud aan het Zwitserse Instituut voor Rechtsvergelijking. Na een onderzoek van de relevante bronnen uit het Joodse recht en uit het recht van de Islam, heeft het Instituut deze vraag ontkennend beantwoord (adviezen 01-150 en 01-162 van 18, resp. 19 december 2001). De beslissing van het Instituut luidt als volgt:

Door een verdooving te eisen vóór het slachten, schendt Zwitserland géén regels uit het Joodse recht of uit het recht van de Islam, in zoverre althans deze verdooving niet de dood van het dier tot gevolg heeft (voor wat betreft het Joodse recht en het recht van de Islam) of dat door deze verdooving het dier wordt verwond (voor wat betreft het Joodse recht).

Door het uitgangspunt van het federale voorontwerp van wet te ontcrachten, heeft het advies van het Instituut ontegensprekelijk bijgedragen tot de wijziging van het voorontwerp. De argumenten die door het Instituut werden aangehaald, komen in een volgend onderdeel aan bod.

¹³ Voor de tekst van de wet:

<http://www.parlament.ch/f/se-schlussabstimmung-02-092.pdf>

3. Rituele slachtingen naar Joods recht en het recht van de Islam

A) Afwezigheid van dwingende normen in het Joodse recht en het recht van de Islam

Het Joodse recht steunt op twee bronnen: de Bijbel en de Talmud. Ook het recht van de Islam steunt op twee bronnen: de Koran en de Sunnah (traditie) van Mohammed. Deze bronnen omvatten geen dwingende regels die voorschrijven dat het slachten zónder verdoving moet geschieden of dat de consumptie van vlees afkomstig van een dier dat verdoofd werd alvorens het werd geslacht, verboden is. Dit is te verklaren door het feit dat de voorafgaande verdoving van slachtdieren een eerder recent toegepast procédé is, dat gekoppeld is aan de evolutie van de maatschappelijke moraal, in het bijzonder met betrekking tot het respect voor het dier en de bezorgdheid om dieren niet onnodig te doen lijden. De religieuze Joodse en Moslimautoriteiten beargumenteren het verbod op een verdoving echter op onrechtstreekse wijze, aan de hand van drie verschillende regels:

- Het verbod om bloed te consumeren.
- Het verbod om vlees afkomstig van een dood of een gewond dier te consumeren.
- Het respect voor het dier.

B) Verbod om bloed te consumeren

De Bijbel verbiedt het consumeren van bloed (Genesis 9:4; Leviticus 17:12-14 en Deuteronomius 12:23-24). Dit verbod is eveneens opgenomen in het Nieuwe Testament (Handelingen van de Apostelen 15:20 en 29) en in de Koran (2:173; 5:3; 6:145 en 16:115). Als gevolg van dit verbod moet het dier, nadat het de keel werd overgesneden, ontdaan worden van alle bloed. Vissen vormen een uitzonderingscategorie. Zij hoeven niet van hun bloed te worden ontdaan.

Het verbod op de consumptie van bloed vormt één van de argumenten die door de federale overheid in het voorontwerp van wet wordt aangehaald om het verbod op de verdoving van het dier alvorens het te slachten, op te heffen. Wanneer immers de verdoving zou verhinderen om het dier na de slachting te ontdoen van zijn bloed, dan zou men een verplichte verdoving als strijdig met het Joodse recht en het recht van de Islam kunnen beschouwen. Dit laatste is echter niet bewezen. Dokter Samuel Debrot houdt zelfs het tegendeel voor.¹⁴

¹⁴ Debrot, Samuel: L'opinion d'un directeur d'abattoir, in: Das sogenannte Schächtverbot, Schriftenreihe des Schweizerischen Tierschutzverbandes, no 6, Bâle,

C) Verbod op het consumeren van vlees afkomstig van dode of gewonde dieren

De Bijbel verbiedt het consumeren van vlees afkomstig van een dood dier, een dier verwond door een roofdier of een dier dat ziek is of gekwetst (Exodus 22:30; Deuteronomius 14:21; Levieten 17:15-16; Levieten 22:8; Ezechiël 4:14). Naar Joods recht moet het dier in leven zijn op het ogenblik waarop het wordt geslacht. Het dier mag evenmin verwond zijn op het ogenblik van het slachten. Beide vereisten vormen het vertrekpunt voor het Joodse verzet tegen de verdoving voor het slachten. Precies om deze reden sluit Rabbi Levinger, die op het gebied van de rituele slachtingen als autoriteit geldt, de mogelijkheid uit om bij het slachten gebruik te maken van chemische verdovingsmiddelen die de kwaliteit van het vlees kunnen aantasten en de gezondheid in gevaar kunnen brengen, alsook het gebruik van koolstofdioxide dat de verstikking van het dier zou kunnen veroorzaken.¹⁵ Hoewel Rabbi Levinger een verdoving door middel van electronarcose als zodanig niet verbiedt, geeft hij aan te twifelen of de techniek in het slachthuis toegepast kan worden, zonder het dier meteen te doden. Hij wijst er ook op dat zulke electronarcose niet zonder gevaar is, door het veelvuldige gebruik van water in de slachthuizen.¹⁶ Ten slotte vreest hij dat een verdoving een risico op verwondingen inhoudt, wat betekent dat het vlees dat afkomstig is van dat dier ongeschikt wordt voor consumptie.¹⁷ Het verzet van Rabbi Levinger tégen een verdoving via electronarcose steunt met andere woorden op louter praktische motieven, eerder dan op Joodse religieuze normen.

Het verbod om het vlees van dode dieren te consumeren, is ook voorgeschreven in het Nieuwe Testament (Handelingen van de Apostelen 15:20 en 29) en is eveneens terug te vinden in de Koran in de voormelde verzen (*supra*, B). Vers 5:3 geeft aan dat het verboden is te consumeren «hetgeen is geworgd en is doodgeslagen en hetgeen is doodgevalven of hetgeen door de horens van dieren is gedood en hetgeen door een wild beest is aangevreten, behalve

1971, p. 20-21. De Stichting Brigitte Bardot geeft bovendien aan dat «la viande d'un animal vidé de son sang et préalablement anesthésié contient autant de sang que celle d'un animal égorgé sans anesthésie» (http://www.fondationbrigittebardot.fr/fr/journal/10_9_8/10_3.html).

¹⁵ Levinger, Israel Meir: Schechita im Lichte des Jahres 2000, Zentralrat der Juden in Deutschland, Bonn-Bad Godesberg, und Machon Maskil L'David, Jerusalem, 1996, p. 133-135.

¹⁶ Ibid., p. 139, 140 en 142.

¹⁷ Ibid., p. 142; Levinger, Israel Meir: Die Jüdische Schlachtmethode, in: Schächten, Religionsfreiheit und Tierschutz, herausgegeben von Richard Potz, Brigitte Schinkele und Wolfgang Wieshaider, Plöchl, Freistadt; Kovar, Elging, 2001, p. 2-3.

wat gij hebt geslacht.» Volgens Moslimrechtsgeleerden kan men een dier slachten en het vlees ervan consumeren zolang het een teken van leven geeft; door het te slachten komt men het dier immers te zuiveren. Wild dat sterft tijdens de jacht, kan worden geconsumeerd zelfs wanneer het niet zou zijn geslacht, behoudens wanneer de mogelijkheid tot het slachten van het dier aanwezig was, maar niet werd aangegrepen (Koran 5:4). Verschillende Islamitische Fatwas bevestigen dat de verdoving van het dier niet noodzakelijkerwijze tot de dood van het dier leidt¹⁸. Een auteur gaat zelfs zover om de Koran te citeren: «En toen zijn Heer Zich op de berg openbaarde, brak deze in stukken en Mozes viel bewusteloos» (7:143). Hoewel Mozes bewusteloos neervalt, is hij niet dood. Als de verdoving van het dier niet tot gevolg heeft dat het dier sterft vooraleer het wordt geslacht, dan is het dus naar het recht van de Islam geschikt voor consumptie.¹⁹ Verschillende Islamitische bronnen halen het voorbeeld van Nieuw-Zeeland aan, een belangrijke exporteur van *halal* vlees naar de Moslim landen. De *National Animal Welfare Advisory Committee* leert dat, ondanks de mogelijkheid om op grond van het beginsel van de godsdienstvrijheid een vrijstelling te vragen, de Moslimgemeenschap uit Nieuw-Zeeland aanvaardt om het dier via electronarcose te verdoven (*head-only electrical stun*), waardoor het dier tijdelijk het bewustzijn verliest. Deze werkwijze werd al in de jaren '80 ontwikkeld in Nieuw-Zeeland. Het verdoofde dier voelt geen pijn bij het slachten, noch voelt het dier naar aanleiding daarvan enige stress. Wanneer het verdoofde dier niet wordt geslacht, zal het volledig herstellen.²⁰

D) Respect voor het dier

De consumptie van vlees veronderstelt dat het dier vanwaar het vlees afkomstig is, wordt gedood. Hoewel elke doding wreed is, komt het er op aan om de wreedheid tot een minimum te beperken en het dier niet onnodig te laten lijden. Joden en Moslims zijn eensluidend in hun oordeel dat geen enkel dier aan onnodig leed moet worden blootgesteld.

¹⁸ Voor een overzicht van de verschillende Fatwas die werden uitgevaardigd, zie Aldeeb Abu-Sahlieh: *Faux débat*, op. cit., p. 258-261.

¹⁹ Abd-al-Hadi, Abu-Sari Muhammad: *Ahkam al-at'imah wal-dhaba'ih fi al-fiqh al-islami*, Dar al-jil, Beyrouth; *Maktabat al-turath al-islami*, le Caire, 2^{ème} édition, 1986, p. 216-217.

²⁰ Discussion paper on the animal welfare standards to apply when animals are commercially slaughtered in accordance with the religious requirements, Wellington, april 2001, p. 13, par. 7.2. in: <http://www.maf.govt.nz/biosecurity/animal-welfare/nawac/papers/religious-requirements.pdf>.

De religieuze Joodse overheden die tegen de verdoving voor de slachting zijn gekant, oordelen dat de Joodse wijze om dieren te slachten beter geschikt is om het lijden van het dier zoveel als mogelijk te verzachten, en dat een verdoving enkel een bijkomende vorm van leed met zich meebrengt.²¹ Dit Joodse standpunt wordt niet gedeeld door de verenigingen voor de dierenbescherming²², door de Zwitserse Vereniging van Veeartsen²³, de Zwitserse Unie van Meester-Slagers²⁴, de Federale Regering, het Federale Veterinaire Bureau²⁵ en de wetgevers van verschillende Westerse landen die een verdoving voor het slachten verplicht stellen om onnodig lijden van het dier bij het slachten te vermijden. Religieuze Moslimoverheden die voorstander zijn van een verdoving voor het slachten, erkennen dat zulke verdoving het lijden van het dier vermindert en daardoor in de lijn ligt van het bevel van Mohammed: «God schrijft de goedheid voor ten aanzien van alle zaken. Wanneer u doodt, doe het met goedheid. Wanneer u een dier slacht, doe het met goedheid». Dit is trouwens ook de reden waarom deze religieuze overheden zich niet verzetten tegen een verdoving van het dier voor het slachten, op voorwaarde dat dergelijke verdoving niet de dood van het dier tot gevolg heeft.

4) Eerbied voor de geloofsovertuigingen van de Joden, de Moslims en ... de anderen

Zoals ook al onder nr. 2.b werd aangegeven, halen verschillende rechtsgeleerden alsook de Federale Regering het beginsel van de vrijheid van geloofsovertuiging van de Joodse en de Moslimminderheden aan om de opheffing van het verbod op het slachten van dieren zónder verdoving te bewerkstelligen, ondanks het feit dat er geen dwingende religieuze bepalingen voorhanden zijn

²¹ Levinger: *Schechita im Lichte des Jahres 2000*, op. cit., p. 134. en 142-143.

²² Zie bijvoorbeeld de brief van Bernard Lavrie, secretaris van het Coördination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation, die verwijst naar Rabbi Levinger en het antwoord op deze brief in *Acusa*, 1998, 1: www.acusa.ch/an1998-1/01-lutte.html. Zie ook *Massacres sans anesthésie*, in: <http://www.ragecoeur.itgo.com/rituel3.html>; *Abattages rituels autorisés*, in: <http://www.svpa.ch/evenements.html>

²³ De Vereniging van Zwitserse Veeartsen is gekant tegen een toelating van rituele slachtingen, in: http://www.gstsvs.ch/cug/gst_vet/index.nsf?Open

²⁴ Zwitserse Unie van Meester-Slagers, 28.9.2001, in: <http://www.qualiteduboucher.ch/pages/francais/polit.htm#p151>

²⁵ Federale Veterinaire Bureau: Basisinformatie over rituele slachtingen, 20.9.2001, par. 5.

die zich verzetten tegen een voorafgaande verdoving. In deze discussie moet men echter ook de vrije meningsuiting van de tegenstanders van het slachten van slachtdieren zónder verdoving in rekening nemen.

Het is belangrijk te weten dat de Joodse gemeenschap meer dieren slacht dan nodig is voor de consumptie.²⁶ Zij doet dit om twee redenen. In de eerste plaats kwalificeren sommige dieren na het slachten niet als *casher*. Ten tweede kan de Joodse gemeenschap het onderste gedeelte van het dier niet consumeren, omwille van het verbod om de heupzenuw (*nerf sciatique*) te consumeren (Genesis 32:33), dewelke slechts met veel moeilijkheden en tegen een hoge kostprijs uit het geslachte dier kan worden verwijderd. Vlees afkomstig van een dier dat zonder verdoving werd geslacht en dat door de Joodse overheden als ongeschikt wordt bevonden voor consumptie, wordt op de markt verkocht, gewoonlijk zonder enige kwalificatie.²⁷ Wanneer de rechtsgeleerden en de Federale Regering met andere woorden de overtuiging van de Joodse minderheid en de Moslimminderheid willen respecteren (ondanks de afwezigheid van dwingende religieuze regels dienaangaande), moeten zij ook de overtuiging respecteren van diegenen die weigeren om vlees te consumeren dat afkomstig is van dieren die werden geslacht zonder verdoving en die op de verpakking de wijze vermeld willen zien, waarop het dier werd geslacht.

²⁶ Loc. cit.

²⁷ Gellatley, Juliet: Going for the Kill: A Viva! report on religious (ritual) slaughter: Do supermarket chains sell religiously slaughtered meat? in: <http://www.viva.org.uk/Viva!%20Campaigns/Slaughter/goingforthekill3.htm#Stunning%20Abroad>; Zie ook Hartinger, Werner: Das betäubungslose Schächten der Tiere in unserer Zeit, Conférence du 8 sept. 2000, Berlin, in: <http://www.vgt.ch/news/000926.htm>.